

DEMONDIALISATION : LE DEBAT INTERDIT ?

MICHEL ROGALSKI

Economiste, CNRS, directeur de la revue *Recherches internationales*

L'ampleur du tir de barrage opposé au terme de démondialisation donne la juste mesure de son côté insupportable pour tous ceux qui avaient vanté depuis des décennies la mondialisation heureuse, alors même que les faits accumulaient jours après jours les symptômes de son échec. Qu'on en juge par les quolibets et noms d'oiseaux : tour à tour absurde, irréaliste, réactionnaire, subalterne, accusée de propager illusion démagogique, d'être un concept superficiel et simpliste, une fable, un thème provocateur, d'encourager un repli national ne pouvant conduire qu'au modèle de la Corée du Nord. Rien ne fut épargné.

La mobilisation des think tanks et des politiciens émergeant au « Cercle de la raison » ne doit pas étonner. Ils sont dans leur rôle en agissant en sorte que l'alternance reste bien une alternance et ne soit surtout pas une alternative. Les forces qui concourent à ce Cercle, tel un disque rayé, ressassent en boucle, malgré la réalité, les bienfaits de la mondialisation. Par contre, on ne peut qu'être surpris que d'autres, au nom de l'idéologie altermondialiste dont le bilan des avancées depuis dix ans confine à l'évanescence, viennent, dans la crainte de perdre le peu qu'il reste de leur fond de commerce, joindre leurs voix aux premiers avec tout autant de mauvaise foi. Mais le débat n'est plus confiné à la gauche de la gauche puisqu'il s'est invité dans la bataille présidentielle. Et c'est bien normal car il porte en lui l'analyse nécessaire du bilan des trente dernières années. Vouloir étouffer un tel débat serait une faute politique majeure. Ce serait occulter la richesse potentielle inhérente à tout débat sur la sortie maîtrisée du tunnel de l'austérité fabriqué à coup de déflation salariale, de délocalisations, d'invention de « contraintes extérieures » recherchées par nos élites et reposant sur une soi-disante rationalité supérieure d'essence mondiale, de construction européenne important les formes les plus exacerbées de la mondialisation, souvent au prétexte d'y résister et bien sûr se mettant dans l'incapacité de protéger, de promouvoir le social ou de contrôler la finance.

Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de reprendre et d'approfondir l'opposition à la bifurcation de 1983 qui sacrifia les avancées sociales sur l'autel de la construction européenne, en prenant appui sur l'acquis de la confrontation d'idées qui vit le jour en 2005 à l'occasion du referendum constitutionnel européen. Magnifique débat dont l'enjeu ne portait ni sur des personnes ou des postes et qui est relancé aujourd'hui par la crise de 2008 et son contrecoup actuel alimenté par les dettes souveraines, l'incertitude sur l'euro et les interrogations sur la façon de penser la construction européenne. Et si la démondialisation interpelle fortement l'Europe c'est parce que cette région du monde est devenue un concentré -un laboratoire- de la mondialisation et que, loin d'y être douce, elle y concentre tous ses excès. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. C'est dans cet espace que le commerce de proximité s'est le plus développé, que l'interdépendance y est la plus forte, que des pans entiers de souveraineté nationale ont été transférés, qu'une majorité de pays ont décidé de se doter d'une même monnaie et d'une Banque centrale indépendante des gouvernements et enfin que des éléments de constitutions

économiques se sont successivement empilés (Acte unique, Traité de Maastricht, Pacte de stabilité, etc.) pour être repris dans le corset du Traité de Lisbonne. En s'élargissant à 27 pays, l'Europe a brutalement modifié les conditions de la concurrence, y a importé brutalement la diversité de mondialisation et s'est mise hors d'état de pouvoir assurer la moindre protection à ses populations sur lesquelles plane l'ombre de l'austérité.

C'est pourquoi les débats que suscite le thème de la démondialisation sont essentiels. Ils touchent tout simplement aux conditions nécessaires à la réalisation d'une rupture avec trente années de néolibéralisme mondialisé qui tel un rouleau compresseur écrase tout sur son passage. Car peut-on supporter plus longtemps la stratégie délibérément mise en place par le capital pour se rapprocher d'un travail précaire et non protégé et fuir celui qui avait su lui imposer la « contrainte » des acquis sociaux. Tout fut tenté avec les conséquences que l'on sait, des délocalisations massives à l'organisation de flux migratoires en passant par libre circulation des capitaux spéculatifs et déstabilisants, le libre-échange généralisé des marchandises, la déflation salariale et son corollaire l'endettement des ménages, la soumission aux signaux des marchés, internationaux de préférence. Quelques questions centrales émergent avec force de ce débat dont on voudrait étouffer la richesse :

- On nous explique qu'il faudrait être patient et que nos maux proviendraient de la situation d'entre deux dans laquelle nous serions entrés. L'État-Nation est blessé, mais il bouge encore, alors que l'économie mondiale ne serait pas encore instaurée et peinerait à se doter d'une gouvernance globale (ou européenne). Ainsi nous cumulerions les défauts de l'érosion des frontières sans être encore en mesure de bénéficier des avantages de leur dépassement. Cette « transition », qui se déroule depuis une trentaine d'années, n'a pour l'instant accouché que de la crise et se trouve de moins en moins en mesure de prouver que l'expansion du néolibéralisme à l'échelle du monde serait salvatrice. L'attente d'un gouvernement mondial pour résoudre les problèmes engendrés par sa recherche risque fort de s'enliser dans le sable. Elle est évidemment insupportable pour les peuples. Se sortir de cette ornière en proposant une véritable issue, c'est, pour tout pays, nécessairement entrer dans un processus de démondialisation. Faut-il attendre que ça change en Europe ou dans le monde pour que cela puisse changer chez nous ? Ou bien, faut-il engager l'action de façon unilatérale en mesurant sa portée conflictuelle et s'y préparer ? N'oublions pas que l'Europe qui s'est construite a toujours servi de gangue gluante pour réduire l'amplitude de l'oscillation du balancier de l'alternance et jouer ainsi le rôle de Sainte Alliance, remplaçant le Mur d'argent des années 20. Ainsi refuser l'antimondialisation reviendrait à subordonner tout changement en France à d'éventuelles et bien improbables évolutions européennes ou mondiales. Ce constat conduit à poser la question incontournable de l'exercice de la souveraineté, c'est-à-dire de la nécessaire superposition entre le périmètre où se joue la démocratie et celui de la maîtrise de la régulation des flux économiques et financiers. Le cadre national s'impose. Pourquoi la « relocalisation » sur la région serait à la limite acceptable, l'Europe fédérale souhaitée et la souveraineté nationale vilipendée ? Pourquoi cette haine de l'Etat-Nation qu'il faudrait prendre en tenaille par le bas et par le haut ? Les gauches latino-américaines ont montré que le cadre national pouvait permettre des avancées sociales substantielles, faire tache d'huile et rendre possible des coopérations.
- La soumission à une rationalité dite supérieure parce que mondiale crée ce que nos élites appellent la « contrainte extérieure ». Celle-ci n'est que le retour de ce qui a été voulu et recherché. La mondialisation qui nous retombe sur la tête c'est celle que l'on a

envoyée en l'air à coups de dérégulation, de libre-échange forcené, de privatisations, de délocalisations, de circulation incontrôlée de capitaux et de marchandises, de financiarisation, d'endettement de peuples et d'Etats. Elle se heurte aux acquis sociaux historiquement constitués qui deviennent ainsi pour nos mondialisateurs des « contraintes internes » qui freinent leurs objectifs et dont ils doivent se débarrasser pour obtempérer aux ordres des marchés. La compétition internationale devient l'arme de l'antisocial et dévaste les territoires. Le mérite du débat sur la démondialisation est de bien montrer l'affrontement des logiques des deux contraintes, l'une fabriquée pour mieux combattre l'autre¹ et d'identifier les gagnants (les facteurs mobiles : capital et finance, grandes firmes, maffias) et les perdants (les facteurs fixes : peuples et territoires).

- Les conséquences sur les politiques économiques à adopter reviennent au cœur du débat. La demande de protection qui monte concerne prioritairement l'ensemble des acquis sociaux engrangés pendant les Trente Glorieuses, annexion ceux du capital national malmené par la concurrence sauvage. Cette période a connu les protections tarifaires, quelques contrôles de change, nombre de dévaluations qui n'ont pas signifié pour autant repli national, fermeture ou adoption d'un modèle nord-coréen. Croissance, élévation du niveau de vie, plein-emploi ont bien été au cœur de ce qu'on voudrait nous faire regarder aujourd'hui comme une horreur « national-protectionniste ». La crise actuelle appelle au retour de l'Etat comme acteur économique majeur. Il n'y a pas de protection possible sans qu'un rôle accru lui soit confié, aussi bien en termes de périmètre d'action que dans la nature de ses interventions. Enfin, faut-il se tourner vers la satisfaction des besoins du marché intérieur ou vers ceux, erratiques, du marché mondial ? Où sont situées les sources de croissance de notre pays ? Dans notre territoire où à l'export ? Un pays peut le tenter, mais si tous font de même l'avantage disparaît. C'est cette stratégie non généralisable qui fut proposée au Tiers monde dans les années 70 et provoqua la crise de la dette et les politiques d'austérité qui s'ensuivirent.

On allèguera qu'il existe une forme de mondialisation désirable, celle des échanges culturels, du tourisme, de la connaissance et des savoirs, de la coopération entre les peuples, de tout ce qui fait la densité de la vie internationale ou d'un espace public en construction à ce niveau. Mais ne la mélangeons pas avec celle qui fait l'objet du débat d'aujourd'hui à savoir le nécessaire blocage de l'expansion du néolibéralisme à l'espace mondial. Ne fusillons pas les messagers qui apportent la mauvaise nouvelle mais regardons plutôt les signaux divers qui attestent des limites de la phase en cours, à commencer par l'annonce faite par la CnuCED de la réduction du commerce mondial de 8 % au premier trimestre 2011.

¹ Lionel Stoléru, conseiller de Giscard, nous avait déjà tout expliqué dès 1987 dans *L'ambition internationale* (Le Seuil) en résumant parfaitement le sens de la démarche mondialiste :

“Ces prétendues “contraintes” internationales, c'est nous-mêmes qui les avons voulues, c'est nous-mêmes qui les avons édifiées, c'est nous-mêmes qui, jour après jour, nous employons à les développer. Nous n'avons plus les coudées franches parce que nous avons voulu ne plus avoir les coudées franches.” (p.12)

(...) “Disons d'abord qu'il n'y a pas de contraintes internationales, il n'y a que des *ambitions internationales* que nous avons librement choisies, que nous voulons atteindre parce que nous savons qu'hors d'elles, point de salut”. “Disons que par rapport à ces ambitions internationales, il n'y a plus de politiques nationales, il n'y a plus que des *contraintes nationales*, qui nous freinent dans la recherche de nos ambitions internationales”. (p.13)

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

01 42 17 45 27 recherinter@internatif.org

<http://www.recherches-internationales.fr/>

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros